url :<http://ugtg.org/spip.php?article372>

Paraquat : Les agissements criminels de l'Europe;Etat francais et des bÃ©kÃ©s mis Ã nu !

- Dossiers - Pesticides -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 31 juillet 2007

Mis Ã jour le : vendredi 20 juin 2008

UGTG.org

Ã « Paraquat Ã » ?

Ce terme ne dit probablement rien au Martiniquais (ou GuadeloupÃ©en) moyen.

Ni sans doute Ã « R-Bix Ã », le nom commercial de ce redoutable poison, utilisÃ© comme herbicide dans les plantations bananiÃ©res antillaises depuis des dÃ©cennies et dont, le 10 juillet dernier, **la Cour EuropÃ©enne de Justice a interdit l'Europe"utilisation.**

Motif avancÃ© : ce pesticide est, en grande partie, responsable de l'Europe"augmentation stupÃ©fiante du nombre de cas de maladie de Parkinson relevÃ© sous nos charmants cioux tropicaux.

Oui, nos charmants cioux tropicaux, car le Paraquat, tout comme ses alter ego le ChlordÃ©cone et la Dieldrine, autres pesticides abondamment utilisÃ©s chez nous, **n'Europe" a jamais Ã©tÃ© ni autorisÃ© ni utilisÃ© sur le sol franÃ§ais.**

Le sol de l'Europe"Hexagone, ou de, comment dit-on d'ailleurs ?, Ã « la France mÃ©tropolitaine Ã ». Cette France mÃ©tropolitaine qui, par le biais de ses ministres de l'Europe"agriculture depuis un demi-siÃ©cle ainsi que ses prÃ©fets et autres chefs des services dÃ©concentrÃ©s de l'Europe"Etat, a instaurÃ© une sorte de rÃ©gime d'Europe"exceptionnalitÃ© pour les Antilles en matiÃ©re d'Europe"utilisation des pesticides.

Car ce sont bien ces ministres qui ont signÃ© les diffÃ©rentes A. M. M. (Autorisation de Mise sur le MarchÃ©) de ces produits et ce sont les prÃ©fets et autres chefs des services dÃ©concentrÃ©s de l'Europe"Etat qui se sont chargÃ©s de les faire appliquer, et qui, mÃªme quand certains de ces produits furent interdits, aux USA ou en Europe, se sont chargÃ©s, sous la pression des BÃ©nÃ©ficiaires, d'Europe"obtenir des dÃ©rogations.

Ainsi, les USA, Ã « inventeurs Ã » du ChlordÃ©cone, et divers pays europÃ©ens l'Europe"interdisent en 1979. Cela n'Europe"empÃªche pas la France de le rÃ©-autoriser aux Antilles entre 1981 et 1993, date de son interdiction dÃ©finitive (mais pas de son utilisation, puisque 4 tonnes de ce poison seront encore dÃ©couverts sur une plantation martiniquaise en Europe!2002).

Il en va de mÃªme pour le Paraquat que la France va rÃ©-autoriser en 2003.

Dans notre ouvrage Ã « Chronique d'Europe"un empoisonnement annoncÃ© Ã », **Louis Boutrin** et moi-mÃªme avons ciblÃ© le ChlordÃ©cone parce qu'Europe"il est le plus redoutable de tous (il est responsable de l'Europe"augmentation exponentielle du taux de cancers, de la maladie d'Europe"Alzheimer et de Parkinson, des malformations congÃ©nitales, de l'Europe"infertilitÃ© fÃ©minine et masculine etc.), mais nous n'Europe"avons pas pour autant ignorÃ© les autres poisons massivement utilisÃ©s chez nous depuis cinquante ans. Aux pages 33, 34, 35 et 36 de notre ouvrage, nous avons listÃ©, outre le ChlordÃ©cone et le Paraquat :

- le DDT (DichlorodihÃ©nyltrichloroÃ©thane) utilisÃ© jusqu'Europe"en 1972 et responsables de graves malformations de l'Europe"embryon humain.
- le PERCHLORDECONE (substance active du Mirex)
- le HCH (Hexachlorocyclohexane) dont les effets ostrogÃ©niques et sur le systÃ©me reproducteur des mÃ©les a Ã©tÃ© mis en Ã©vidence
- la Dieldrine, pesticide qui n'Europe" a jamais Ã©tÃ© autorisÃ© en France et qu'Europe"on a pourtant retrouvÃ© dans des analyses de l'Europe"eau de la Basse-Terre (Guadeloupe) en 1999-2000.

Suite Ã la publication de notre livre, nous avons Ã©tÃ© traitÃ© de Ã « fossoyeurs de l'Europe"Ã©conomie martiniquaise Ã » par le prÃ©sident de la Chambre d'Europe"agriculture de la Martinique, de Ã « criminels Ã » (dans le magazine Ã « Antilla Ã ») par un ancien prÃ©fet de la Martinique aux pieds duquel s'Europe"est jetÃ©e l'Europe"intelligentsia locale parce que ce monsieur Ã©tait un amateur de courses de yoles, de Ã « voyous Ã » par un reprÃ©sentant des groupement bananiers bÃ©nÃ©ficiaires qui porte un nom Ã particule et de Ã « personnes qui cherchent Ã vendre leur livre Ã » par des marchandes de Fort-de-France manipulÃ©es par les services de l'Europe"Etat et

Paraquat : Les agissements criminels de l'Etat français et des B&K mis à nu !

h&activement rassembl&es dans une association-bidon, &« Machann Foyal & ».

Nous avons subi, entre autres pressions et menaces diverses, un harc&lement fiscal sans pr&c&dent.

Aujourd&hui, d& que l'interdiction de la Cour Europ&enne de Justice est tomb&e, les groupements bananiers B&K se sont empress& de pondre un communiqu& demandant &« la suspension de la commercialisation du Paraquat & ». Farceurs, va ! Hypocrites ! Oui, hypocrites, car si cette cour europ&enne n& avait prononc& cet arr&t, jamais, vous n& auriez boug&.

Vous auriez tranquillement continu& & utiliser ce poison dont le taux de r&manence (persistance dans le sol et l'eau) est &valu& & 70 ans. Pour ceux qui n& auraient pas compris, le Paraquat continue & agir 70 ans apr&s son utilisation. Et le Chlord&cone 150 ans ! Attitude criminelle - I&, le terme se justifie ! - envers les g&n&rations futures puisque les &tudes scientifiques montrent que ce sont les deuxi&mes et surtout troisi&mes g&n&rations qui sont les plus fortement atteintes. Ainsi, c&est aujourd&hui, quarante ans apr&s les bombardements au napalm et & l'agent orange par l'arm&e am&ricaine, que l'on voit appara&tre, au Vietnam, des B&K d&pourvus de bras, aveugles ou sans syst&me immunitaire.

Car il faut bien que chacun comprenne que le scandale ne s&est jamais limit& aux seules plantations. N&importe qui pouvait se procurer du Chlord&cone, du Perchlord&cone ou du Paraquat chez les importateurs B&K.

C&est dire que, sans en conna&tre la vraie nature et donc la toxicit&, nos compatriotes les ont utilis& dans leurs petits jardins cr&oles ou dans leurs maisons (pour tuer les rats par exemple).

Pourquoi l'utilisation de produits que l'Etat, les B&K et la Chambre d'Agriculture savaient nocifs n'a-t-elle pas & contr&e et encadr&e ? La r&ponse ne fait pas l'ombre d'un doute : aux colonies, on peut se permettre n'importe quoi. Le &« n&gre & » a sans doute la peau plus dure que les autres et les organes plus r&sisistants puisqu&il peut boire, par exemple, l'eau de la source &« Bod Lanm& & », & Basse-Pointe, o& les services de l'Etat eux-m&mes ont relev& un taux de Chlord&cone &44 fois sup&rieur & la norme autoris&e.

C&est dire que nous ne pouvons nous contenter des communiqu& hypocrites des B&K et de leurs affid&. Cela d&autant plus que la France n'a toujours pas officiellement r&agi & la d&cision de la Cour Europ&enne de Justice et qu&elle peut parfaitement faire appel.

Les coupables de ces empoisonnements massifs et concomitants doivent &tre identifi& et jug& comme dans les affaires du sang contamin&, de l'amiante, du R&gent ou de la vache folle. Quand nous disons &« empoisonnements concomitants & », il faut que l'on comprenne que tous ces produits ont &t& utilis& en m&me temps et pendant les m&mes p&riodes. C&est-&-dire que la Martinique et la Guadeloupe ont subi un v&ritable bombardement chimique pendant pr&s d'un demi-si&cle : Chlord&cone contre le charan&son, Dieldrine contre la fourmi-manioc, Paraquat pour tuer les mauvaises herbes etc&.

Ce qui veut dire que nos sols, nos rivi&res, nos nappes phr&atiques et nos rivages ont accumul& des tonnes et des tonnes de poisons de toutes sortes et que l'eau que nous avons bu & notre robinet pendant tout ce temps, par exemple, comportait un cocktail explosif de DDT, chlord&cone, perchlord&cone, Dieldrine et autre Paraquat.

Il s'agit donc non pas d'un empoisonnement, mais d'un multi-empoisonnement.

Or, que fait l'Etat fran&ais ?

Loin de prendre le probl&me & bras le corps, il s'agit d'employer, avec la complicit& active des B&K et

des Chambres d'Agriculture de Martinique et de Guadeloupe, Ã discrÃ©diter tous ceux qui ont voulu dÃ©noncer ce scandale. Ils ne s'en sont pas seulement pris Ã Louis Boutrin et RaphaÃ«l Confiant, mais aussi Ã l'ASSAUPAMAR et Ã ses dirigeants, au PUMA, Ã l'ASSE, l'association guadeloupÃ©enne qui a portÃ© plainte contre l'Etat pour empoisonnement.

A Me Durimel, avocat et Ã©cologiste guadeloupÃ©en, auquel on a voulu chercher des poux dans la tÃªte pour une soi-disant affaire de « violation du secret de l'instruction » dans une affaire datant de 2003.

Face Ã ces agressions, force est de reconnaître que nos populations, dÃ©sinformÃ©es par de puissants mÃ©dias, « mÃ©tropolitains » ou locaux, dÃ©shabituÃ©es Ã se mobiliser et Ã protester depuis un certain Moratoire, bombardÃ©es journellement par la tÃ©lÃ©vision de dÃ©rivatifs dÃ©biles tels que les feuilletons (telenovelas), la coupe du monde de football ou la « Star AcadÃ©mie », est restÃ©e relativement passive.

Certes, partout oÃ¹ L. Boutrin et moi-mÃªme, mais c'est aussi le cas des autres militants ou associations Ã©cologiques, sommes passÃ©s pour faire des confÃ©rences (Ã l'Atrium, au Carbet, au Lorrain, Ã TrinitÃ© etc.), nous avons reÃ§u un accueil attentif et souvent chaleureux, mais en dÃ©pit de la crÃ©ation de l'ANC (Association Non au ChlordÃ©cone), prÃ©sidÃ©e par Georges-Emmanuel Germany, aucune mobilisation de grande envergure n'a Ã©tÃ© possible pour obliger les responsables de ce multi-empoisonnement Ã prendre leurs responsabilitÃ©s.

Nous avons exigÃ© **la mise sur pied d'une commission d'enquÃªte parlementaire** comme pour les affaires du sang contaminÃ© ou de la vache folle : l'Etat n'a pas bougÃ©.

Nous avons exigÃ© **une enquÃªte Ã©pidÃ©miologique Ã grande Ã©chelle** : l'Etat n'a pas bougÃ©.

Nous avons exigÃ© **l'indemnisation de tous les moyens et petits agriculteurs dont les terres ont Ã©tÃ© polluÃ©es** : l'Etat n'a pas bougÃ©.

Nous avons exigÃ© **la mise en route d'un processus de dÃ©pollution des sols contaminÃ©s** en utilisant, notamment, les procÃ©dÃ©s dits de « phytoremÃ©diation », en usage au Canada : l'Etat n'a pas bougÃ©.

Nous avons exigÃ© **une enquÃªte judiciaire pour identifier les responsables** : l'Etat n'a pas bougÃ©.

On nous dira : « Oui, mais il y a les Ã©lus ! La population a votÃ© pour mettre en place des maires, des conseillers gÃ©nÃ©raux et rÃ©gionaux, des dÃ©putÃ©s et sÃ©nateurs. C'est Ã eux de monter au crÃ©neau. »

Dans notre livre, nous n'avons pratiquement pas parlÃ© de la responsabilitÃ© des Ã©lus antillais en la matiÃ¨re, sauf pour dÃ©plorer qu'ils n'aient pas rÃ©ussi Ã obtenir une commission d'enquÃªte parlementaire sur le chlordÃ©cone (mais une simple mission d'information), une part et de l'autre, le fait qu'un dÃ©putÃ© du Nord de la Martinique, se soit fait l'avocat des gros planteurs bÃ©nÃ©voles pour obtenir la rÃ©introduction de ce poison aux Antilles. Nous avons Ã©tÃ© gentils, trÃ¨s gentils, envers nos chers Ã©lus. Or, force est aussi de reconnaître qu'eux non plus ne se bougent guÃ¨re, hormis une « plainte contre X » dÃ©posÃ©e, il y a deux mois, par le Conseil GÃ©nÃ©ral de la Martinique.

Une plainte contre X !!! On croit rÃ©vÃ©ler!